

Inscriptions scolaires et mixité sociale, beaucoup de bruit pour rien ?

Résumé par Salima Brahimi

Cette étude vise à esquisser des éléments aidant à la compréhension des enjeux liés aux inscriptions scolaires.

L'objectif principal du dernier décret inscription est de favoriser la mixité sociale. En effet de nombreuses études montrent une relation entre le niveau social d'origine et les performances scolaires. Ce facteur a des influences à divers niveaux (nature du public, expérience des enseignants, participation financière des parents dans les activités,...) et a des conséquences sur la qualité d'enseignement prodiguée par les écoles.

Les études auxquelles il est fait allusion ici, tendent à montrer que la mixité sociale dans les écoles semble être un élément important pour lutter contre les inégalités. Les particularités de notre système scolaire, comme le libre choix des parents, conduit à une concurrence entre établissements et de façon plus pernicieuse à une concurrence entre parents pour les places dans les "bonnes écoles".

La méthode utilisée a consisté en un recueil de témoignages et d'entretiens auprès de personnes concernées par des difficultés d'inscription (monde associatif, parents,...).

La loi concernant les inscriptions est claire: peut être inscrit tout élève majeur ou mineur accompagné s'il réunit toutes les conditions pour être élève régulier.

Freins à l'inscription

Les jeunes qui semblent éprouver le plus de difficultés face à l'inscription sont en général issus de milieux populaires (plutôt des garçons, majeurs et d'origine immigrée). L'information aux parents pose également problème, certains ne maîtrisant pas toutes les subtilités et les enjeux du système éprouvent plus de difficultés à faire valoir leurs droits. Ensuite viennent les refus d'inscription se basant parfois sur des raisons illégitimes voire fallacieuses, par exemple, demander le bulletin au moment de l'inscription et au vu des résultats, tenter de décourager le parent d'inscrire son enfant. On constate que les parents subissant ce type de discrimination, sur base de leurs statut socio-professionnel ou de leurs origines, sont ceux qui maîtrisent le moins bien les clés du système.

D'après plusieurs intervenants sociaux, la réputation de l'école dont est issu l'élève et le bulletin constituent les principales sources de « priorisation » des inscriptions dans certaines écoles, viennent ensuite l'origine sociale et ethnique.

Les exclusions constituent également un frein à l'inscription, à l'instar d'un « extrait de casier scolaire » non vierge. Les élèves ayant été exclus traînent ce passé longtemps après les faits. Le recours à ce type de sanction semble variable d'un établissement à l'autre, et a pour conséquence d'allonger le délai nécessaire afin de trouver une autre école, ce qui constitue un facteur de risque de décrochage. Rajoutons à cela le fait que le refus de réinscription dans l'établissement s'apparente à une sanction au même titre que l'exclusion.

Ce genre de mesure peut être mal vécue par le jeune et son entourage et peut être interprétée par les parents comme une démission de l'école, ou comme une décision injuste qui peut avoir de lourdes incidences sur la vie du jeune.

Dès lors il semble important de mieux comprendre le point de vue des différents acteurs afin de saisir les enjeux.

Des point de vue différents

Les directions ont en charge le bon déroulement des inscriptions dans le but d'installer un climat favorable aux apprentissages dans leurs établissements, dans ce sens il arrive qu'elles soient soumises à des pressions externes à l'école (parents) et/ou internes à l'école (équipe pédagogique). Pour leur part les parents sont soucieux de choisir ce qu'il ya de mieux pour leurs enfants et pour ce faire définissent des critères qui peuvent aller de la proximité de l'établissement en passant par sa réputation et jusqu'aux taux d'échec ou de réussite.

Tandis que les intervenants issus du secteur associatif sont pour la plupart du temps confrontés à des situations problématiques avec des jeunes qui sont coincés dans un système qui les dirige presque invariablement dans des orientations qualifiantes (toujours le même type d'établissement qui accueille ces jeunes). Ce qui tend à faire émerger chez ces intervenants une vision de l'école correspondante à une institution plus « cassante » que « aidante ».

Enfin les commissions zonales d'inscriptions sont les seules à pouvoir exercer une certaine forme de contrainte sur les directions d'établissement qui, en règle générale, collaborent volontiers. Ces commissions représentent l'ultime recours à disposition des jeunes et de leur entourage afin de trouver une école qui les acceptent. Néanmoins les filières d'orientation privilégiées sont le plus souvent qualifiantes. Ces différents constats laissent craindre [...] *une série d'effets négatifs en termes d'éducation à la citoyenneté et de cohésion sociale de cette violence institutionnelle et du contre-modèle qu'elle transmet [...].*

Le nouveau décret induit trois changements, dont l'instauration d'une date commune d'inscription pour le premier degré du secondaire. Cette mesure a fait beaucoup de bruit, pourquoi?

Les problèmes de places dans les écoles semblent ne concerner pourtant qu'une infime partie des établissements, et cette mesure vise prioritairement à mettre les parents sur un pied d'égalité.

Mais on est en droit ici de se demander pourquoi ne pas privilégier une gestion collective des préférences par une instance inter-réseaux (bassins scolaires) comme il a été suggéré par une équipe interuniversitaire (Delvaux et al., 2005) à la ministre Arena, suite à une étude commanditée par la Communauté française.

Au vu des différents témoignages il semble possible et souhaitable d'instaurer des mesures complémentaires qui iraient dans le sens d'une meilleure information de tous les acteurs à propos du cadre dans lequel ils interviennent. Rappelons que ce décret, à lui seul, ne réglera pas la question des inégalités scolaires. Il fait partie d'une série de mesures visant à égaliser l'offre éducative dans le sens d'une régulation du marché scolaire. Le phénomène de ségrégation en cours dans notre système scolaire s'inscrit dans un contexte sociétal plus large et reflète les inégalités sociales, on ne peut donc pas attendre que l'école seule en vienne à bout. Des alternatives sont possibles mais il serait sans doute utile de redéfinir le rôle de cette institution centrale dans un projet global pour une société plus juste impliquant chaque citoyen comme acteur possible de changements.